

**[Texte]**

les Postes canadiennes font tout en leur pouvoir pour être à l'avant-garde dans le domaine des relations de travail.

The second area I would like to comment on is the deficit. In the fiscal year 1972-73, it stood at \$90 million. Every year it rose until in the year 1976-77 it reached \$578 million. But in the fiscal year 1977-78, as you remember last year, the deficit dropped by \$19.5 million. Because the postal service is an instrument of public communications policy, it is questionable that we will eliminate the deficit entirely in the short term. It is my belief, however, that we will reach the stage where subsidies will be limited to amounts needed to support public policy.

Speaking of public policy, I should mention the agreement reached between the Post Office Department and the Department of the Secretary of State with regard to postal subsidies affecting Canadian periodicals and publications. This agreement provides that the Secretary of State will advise on postal rates for these categories. This agreement will have the effect of contributing \$136 million to the plus side of the postal ledger for 1979-80.

As a third area, I would say something positive about Canada Post's person-year requirements, restraint on public service of the Post Office. In the Main Estimates tabled by the President of Treasury Board, Canada Post was not identified as a significant contributor to increased government expenditures. Instead, we have been a major contributor to reduced person-years, reduced in the public service. In fact, the person-years budget for the fiscal year 1979-80 is set at 1,850 person-years below the budget for 1978-79.

We mention here "person-years" because it is a new expression instead of "man-years". We are asked to use that expression so that some people might not be . . .

**Mr. Dinsdale:** Ladies prefer that.

**Mr. Lamontagne:** Well, anyway I think it is better than "man-year" because in the Post Office we have many ladies and we are very glad to have them. "Person" means both—in French, too.

Although the approved budgets for the past two years contained provision for some growth in person-years, action was taken to stave off that growth so that we entered 1978-79 without the full approved complement.

• 2020

These savings have been achieved by curtailing administrative growth, improving our processing practices and taking advantage of our mechanization. This has been done, and our plans still count on it being done, through attrition, without postal employees losing their jobs.

**[Traduction]**

En second lieu, j'aimerais commenter la question du déficit. Pour l'année 1972-1973, il s'élevait à 90 millions de dollars. Par la suite, il a grimpé chaque année pour atteindre, en 1976-1977, 578 millions de dollars. Toutefois, au cours de l'année 1977-1978, le déficit a baissé de 19.5 millions de dollars. Puisque le service postal constitue un instrument de politique de communication publique, on peut se demander si nous parviendrons à éliminer complètement le déficit dans un avenir rapproché. Je crois toutefois que nous en arriverons au point où les subventions seront limitées aux montants nécessaires pour satisfaire aux exigences de la politique de communication publique.

A propos de cette politique, je dois mentionner l'accord conclu entre les Postes canadiennes et le Secrétariat d'État sur les subventions postales à l'égard des publications et périodiques canadiens. Cette entente prévoit que le Secrétariat d'État nous conseillera en matière de tarifs postaux. Cette entente apportera une contribution de 136 millions de dollars à nos revenus pour l'année financière 1979-1980.

En troisième lieu, permettez-moi de dire quelque chose de positif quant au besoin d'années-personnes des Postes canadiennes. Dans les prévisions budgétaires déposées par le président du Conseil du Trésor, il n'est pas fait mention que les Postes canadiennes aient contribué d'une façon importante à l'accroissement des dépenses gouvernementales. Au contraire, nous sommes l'un des principaux ministères ayant contribué à faire réduire le nombre d'années-personnes. En fait, le nombre d'années-personnes prévu pour l'année financière 1979-1980 a été établi à 1,850 de moins que celui du budget de 1978-1979.

Nous parlons d'«années-personnes» parce que c'est une nouvelle expression remplaçant «années-hommes». On nous demande d'utiliser cette expression afin que certaines personnes ne soient pas . . .

**M. Dinsdale:** Les dames préfèrent cela.

**M. Lamontagne:** Ma foi, je crois que c'est préférable à «années-hommes», étant donné que nous avons beaucoup de dames qui travaillent aux Postes, et nous sommes très heureux de les avoir. Le mot «personnes» signifie les deux, même en français.

Bien que les budgets approuvés pour les deux dernières années prévoient un certain accroissement du nombre d'années-personnes, des mesures ont été prises en vue de juguler cette hausse de façon à ce que nous entreprenions l'année 1978-1979 sans l'augmentation totale d'années-personnes approuvée.

Nous y sommes parvenus en contenant la croissance au niveau de l'administration, en améliorant nos pratiques de traitement et en tirant profit de la mécanisation. Ces résultats ont été atteints par élimination naturelle, c'est-à-dire sans qu'aucun employé des Postes ne perde son emploi, et nos plans ne prévoient aucun changement dans cette façon de procéder.